

Études internationales



Haudeville, Bernard. *La politique industrielle américaine : Bilan et perspectives*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Université d'Orléans », 1983, 160 p.

André Joyal

Volume 16, numéro 3, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701895ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701895ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Joyal, A. (1985). Compte rendu de [Haudeville, Bernard. *La politique industrielle américaine : Bilan et perspectives*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Université d'Orléans », 1983, 160 p.] *Études internationales*, 16(3), 669–670.
<https://doi.org/10.7202/701895ar>

permettre une représentation de ce qu'est un investissement et un accord contractuel, mais elle s'avère totalement inefficace en tant que critère opératoire lorsque l'on cherche à évaluer ces deux phénomènes; des accords de co-production, de licences ou de gestion impliquent parfois des ressources financières et humaines plus importantes que celles occasionnées par un investissement direct. Des définitions claires et concises sont présentées dans les publications de l'O.C.D.E. ou du F.M.I., les auteurs auraient eu avantage à les utiliser.

Ces quelques remarques n'entachent en rien la valeur pratique de cet ouvrage, ouvrage destiné toutefois aux gens d'affaires.

Roger VERREAULT

Université de Paris X

HAUDEVILLE, Bernard. *La politique industrielle américaine: Bilan et perspectives*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Université d'Orléans », 1983, 160 p.

Il y a une dizaine d'années Wassilie Leontief, lauréat du prix Nobel de l'économie, entouré de quelques sommités du monde de l'économie, recommandait le recours à un type de planification indicative afin de mieux orienter l'évolution de l'économie américaine. Les avatars de cette dernière, suite au premier choc pétrolier, semblaient justifier la mise en oeuvre d'un processus décisionnel susceptible de réduire la dépendance à l'égard des aléas du mécanisme du marché. On raisonnait comme on le faisait au début des années soixante, en France, en considérant le Commissariat au Plan comme un réducteur d'incertitude. L'idée n'a pas fait long feu. Et l'économie américaine a dû subir les conséquences du second choc pétrolier avant de laisser place à celles des politiques de l'administration Reagan. La plus importante récession depuis la crise des années trente allait servir de prétexte aux représentants du parti Démocrate, désireux d'occuper à leur tour la Maison-Blanche, de mettre de l'avant l'idée d'une meilleure coordination de l'économie. On ne parlait cependant pas de planification mais plutôt de l'instauration d'une politique industrielle.

Cette insistance laisserait croire qu'il n'existe pas de politique industrielle et qu'il serait souhaitable, l'exemple japonais aidant, qu'il y en ait une. Or, l'auteur, suite à une étude accomplie dans le cadre du programme Fulbright, soutient qu'il existe bien, aux États-Unis, une politique industrielle. Directeur de recherche à l'Institut Orléanais de Finance, Bernard Haudeville estime que, malgré qu'elle prenne des formes différentes de ce à quoi les Européens sont habitués, la politique industrielle américaine, dans l'ensemble, ne se distingue pas beaucoup par rapport à ce qui s'observe outre-Atlantique. C'est ce qu'il démontre dans un volume de quelques 140 pages. Comme présentation, l'auteur a choisi de demeurer fidèle aux traditions des milieux académiques français en partageant ses trois chapitres en sections, chacune ayant bien sûr ses sous-sections, le tout étant, comme il se doit, agrémenté d'introductions qui ont pour effet de faciliter la lecture.

S'il existe bien une politique industrielle chez nos voisins du Sud l'auteur, pour le démontrer, n'a pu bénéficier d'une documentation bien explicite. Ainsi, il signale (p. 109) que la seule fois qu'il fut mis en présence de l'expression *Industrial Policy* c'est en prenant connaissance d'un document publié par l'ancien gouverneur de la Californie, E.G. Brown. Il fait remarquer que sous cette rubrique il n'existe rien dans le catalogue de la bibliothèque du Congrès.

Ce qui n'est pas peu dire. En conséquence, pour suivre l'auteur il faut se rapporter à sa conception de ce qu'est une politique industrielle. Son ouvrage révèle qu'il s'agit d'une foule de choses, grandes et petites. Dans un premier chapitre intitulé « Science et technologie » l'auteur nous fournit une grande quantité de tableaux et d'organigrammes. On obtient ainsi une foule d'informations sur ce qui touche les dépenses se rapportant à la recherche tout en ayant une image précise sur une gamme variée de services et de départements comme celui, par exemple, de la défense. Il nous informe également sur l'importance que prennent certaines entreprises privées en tant que contractantes. On se réfère ici à Boeing, Mac Donnell Douglas, Lockheed, et autres empires financiers du genre.

Le deuxième chapitre « Politique sectorielle et aide à l'industrie » traite directement de ce qui fait l'objet de l'ouvrage. Après avoir eu droit à des descriptions cette fois du Département du Commerce et du fameux *Joint Economic Committee*, on nous montre l'intérêt que porte ce dernier organisme au célèbre MITI à qui, selon la légende, l'orientation de l'industrie japonaise devrait tant. Ainsi l'auteur nous fait part d'interrogations se rapportant à la nature des relations entre le MITI et le système financier. Par exemple, dans quelle mesure et par quels moyens le MITI peut-il orienter les financements vers certains secteurs? Selon l'auteur le caractère ultra-libéral (au sens français du terme) de l'administration Reagan expliquerait l'intérêt que portent les membres du Congrès envers la politique industrielle par rapport à l'exécutif.

C'est surtout de l'aide aux industries en difficulté dont il est question dans ce chapitre. Une attention particulière se trouve consacrée aux problèmes que connaît la sidérurgie. L'auteur nous présente les tenants et les arguments de deux thèses qui s'opposent. On a d'abord celle de l'*American Iron and Steel Institute* pour qui l'industrie a besoin de 6 à 7 milliards de dollars d'investissements de modernisation par an. Alors qu'à l'opposé on a la position de ceux qui prèchent en faveur de l'obsolescence. Comme toujours une stratégie mitoyenne se verra sûrement favorisée.

Comme troisième et dernier chapitre l'auteur nous informe sur les politiques antitrust avant de terminer sur un sujet bien à la mode: l'aide aux PME.

En conclusion l'auteur revient sur la conviction, qu'il annonce dès les premières lignes de son introduction, à savoir qu'il existe bien une politique industrielle aux États-Unis. Son insistance fait croire qu'il veut faire davantage que de justifier le titre de son ouvrage. Ce qu'il faut considérer, comme il le fait remarquer, c'est que cette politique ne constitue pas un objet d'étude et de réflexion en tant que tel de la part des autorités américaines et qu'elle résulte surtout d'une accumulation de pratiques décentralisées, les différents États ayant leurs propres modes d'intervention.

Malgré l'attention consacrée aux secteurs menacés par la concurrence étrangère, l'auteur estime que la politique industrielle américaine est d'abord une politique de maîtrise technologique, en particulier dans les domaines de la conception, de l'automation et du contrôle des systèmes de biens d'équipements civils et militaires. C'est ce qui l'amène à affirmer que c'est à ce niveau qu'elle se distingue de ce qui s'observe en Europe où les efforts convergeraient vers les industries en difficulté.

Cet ouvrage peut être utile pour ceux qui désirent obtenir des informations sur certaines institutions américaines et sur leur fonctionnement. N'étant pas un essai ni un ouvrage de réflexions il ne faut pas y chercher autre chose que ce qu'il contient. Le lecteur averti pourra ne pas être déçu.

André JOYAL

Département d'économie

Université du Québec à Trois-Rivières, Canada

MCKINNON, Ronald I. *An International Standard for Monetary Stabilization*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. "Policy Analyses in International Economics", no 8, mars 1984, 1984, 112 p.

Quarante ans après Bretton Woods et quinze ans après l'effondrement de ce dernier, l'instabilité des monnaies sur les marchés des changes appelle des éclaircissements et de nouvelles propositions constructives.

Après les discussions intenses des années soixante, autour du célèbre « plan Triffin », et celles du début des années soixante-dix, sur la réforme du système monétaire international, une période de désarroi et de résignation a suivi. À la prolifération de plans et d'idées plus ou moins utopiques a suivi un temps de scepticisme généralisé et de timidité de la part des experts autrefois exubérants. Le FMI a tourné la page des réformes pour se pencher sur ses membres malades d'endettement excessif.

La présente étude de McKinnon représente une contribution aussi modeste que significative au problème réel et grave de l'instabilité.